

MOHD. AHMED KHAN v. SHAH BANO BEGUM & ORS.
AIR 1985 SC 945 — [1985] (2) SCC 556 — Cour suprême, 23 avril 1985

MÉTADONNÉES

Intitulé exact : Mohd. Ahmed Khan v. Shah Bano Begum and Others

Alias : Shah Bano Case

Thème : Pension alimentaire – femmes musulmanes divorcées – droit personnel islamique – loi séculière

Mots-clés : Art. 125 CPC – pension alimentaire séculière et universelle ; droit islamique personnel – idda et mehr ; code civil uniforme (art. 44 DPSP) ; art. 25 – liberté religieuse ; art. 14 et 15 – égalité et non-discrimination fondée sur le sexe ; Muslim Women Act, 1986

Résumé des faits :

Shah Bano Begum, 62 ans, épouse depuis 1932 de Mohd. Ahmed Khan, avocat prospère d'Indore, est forcée de quitter le domicile conjugal en 1975. En novembre 1978, son mari prononce contre elle, conformément au droit islamique, le triple *talaq* (divorce unilatéral par répétition de la formule de répudiation) et lui verse le *mehr* (dot prévue au contrat de mariage) ainsi que la pension alimentaire pour la période d'*idda* (trois mois suivant le divorce). Sans ressources indépendantes, Shah Bano dépose une requête sous l'article 125 du Code de procédure pénale (CrPC) réclamant une pension alimentaire à son ex-mari.

La juridiction de première instance accorde une pension modique. La Haute Cour de Madhya Pradesh l'augmente à 179,20 roupies par mois. Mohd. Ahmed Khan se pourvoit devant la Cour suprême, soutenant qu'en droit islamique, son droit personnel, ses obligations s'éteignent à la fin de la période d'*idda* et qu'il a déjà satisfait à toutes les conditions religieuses. L'affaire est entendue par un banc de cinq juges présidé par le juge en chef Chandrachud ; le jugement est rendu à l'unanimité le 23 avril 1985.

Question(s) de droit :

L'article 125 du CrPC – qui impose une pension alimentaire à tout mari refusant d'entretenir une épouse incapable de subvenir à ses besoins – s'applique-t-il aux femmes musulmanes divorcées ? Le mari musulman qui a versé le *mehr* et la pension d'*idda* conformément au droit islamique est-il délivré de toute obligation ultérieure ? La primauté du droit islamique (droit personnel) sur la loi séculière est-elle garantie par l'article 25 de la Constitution ? L'article 44 (DPSP relatif au code civil uniforme) est-il pertinent en l'espèce ?

Solution(s) :

La Cour suprême, à l'unanimité, fait droit à la demande de Shah Bano et pose les principes suivants :

- **Universalité de l'art. 125 CrPC :** L'article 125 du CrPC est une disposition séculière et générale visant à prévenir la déstitution et à protéger les femmes divorcées incapables de subvenir à leurs besoins. Il ne comporte aucune exclusion fondée sur la religion. En conséquence, les femmes musulmanes divorcées en relèvent pleinement, y compris au-delà de la période d'*idda*.
- **Primauté du droit séculier :** Le versement du *mehr* et de la pension d'*idda* prévus par le droit islamique n'est pas nécessairement équivalent à la pension alimentaire exigée par l'article 125 CrPC. Le droit personnel islamique peut coexister avec la loi séculière mais ne saurait s'y substituer lorsque celle-ci protège des droits fondamentaux.
- **Article 25 et liberté religieuse :** L'application de l'article 125 aux femmes musulmanes ne constitue pas une violation de l'article 25 (liberté de religion). Une loi séculière à vocation protectrice ne saurait être écartée au motif qu'elle entre en tension avec certaines interprétations du droit personnel religieux.
- **Appel au code civil uniforme (art. 44) :** La Cour déplore que l'article 44 de la Constitution, qui fait obligation à l'État de promouvoir un code civil uniforme pour tous les citoyens, soit resté « lettre morte ». Elle invite le législateur à œuvrer en ce sens, tout en précisant qu'elle ne l'y contraint pas.

Principe(s) dégagé(s) :

La décision consacre la **primauté du droit séculier de protection sociale** sur les droits personnels religieux en matière de pension alimentaire : en Inde, l'État peut imposer des obligations de nature matrimoniale et familiale à tous les citoyens, indépendamment de leur religion, lorsque ces obligations visent à protéger les personnes vulnérables contre la déstitution. L'article 25 garantit la liberté religieuse mais ne confère pas une immunité totale à l'égard des lois séculières d'ordre public.

* * *

Citation(s) importante(s) :

- **Chandrachud C.J. (pour la Cour) :** « *It is alleged that Section 125 overlaps with the personal law of the parties, in cases where they are Muslims, and therefore it should not be applied to them. We reject this argument* », car la loi vise à éviter la déstitution sans égard à la religion des parties.
- **Chandrachud C.J. (sur le code civil uniforme) :** « *It is a matter of regret that Article 44 of our Constitution has remained a dead letter* » ; la Cour observe qu'un code civil uniforme « *will help the cause of national integration by removing the contradictions based on ideologies* ».
- **Chandrachud C.J. (sur la protection des femmes divorcées) :** « *An obligation resting on the husband to maintain the wife is not a religious obligation under Muslim law; it is a social and civil obligation* », qui ne saurait s'éteindre avec la fin de la période d'*idda* tant que la femme n'est pas en mesure de subvenir à ses propres besoins.

* * *

Postérité :

- La décision déclenche une crise politique majeure. Face aux pressions des organisations islamiques conservatrices (notamment l'*All India Muslim Personal Law Board*) et en vue d'élections, le gouvernement Rajiv Gandhi fait adopter le **Muslim Women (Protection of Rights on Divorce) Act** de 1986, qui limite la pension post-divorce des femmes musulmanes à la période d'*idda*. Cette loi est généralement considérée comme une capitulation législative devant la pression religieuse et un recul pour les droits des femmes.
- Dans *Danial Latifi v. Union of India* (AIR 2001 SC 3958), un banc de cinq juges valide la loi de 1986 mais l'interprète de manière à lui faire produire des effets proches de *Shah Bano* : le mari doit verser une « provision raisonnable et juste » couvrant la vie entière de la femme ou jusqu'à son remariage, en une seule fois au moment du divorce.
- Dans *Shayara Bano v. Union of India* (2017), la Cour suprême invalide la pratique du triple *talaq* instantané (« *talaq-e-biddat* »), complétant ainsi la protection accordée dans *Shah Bano* et ouvrant une nouvelle étape dans la réforme du droit personnel islamique en Inde.
- En 2024, dans *Mohd. Abdul Samad v. State of Telangana*, la Cour suprême a définitivement établi que la loi de 1986 n'exclut pas les femmes musulmanes divorcées du bénéfice de l'article 125 CrPC, revenant ainsi à l'esprit de *Shah Bano* près de quarante ans plus tard.

* * *

Références extérieures :

- AGNES, Flavia, *Law and Gender Inequality: The Politics of Women's Rights in India*, Oxford University Press, New Delhi, 1999, pp. 93-130.
- ENGINEER, Asghar Ali (dir.), *The Shah Bano Controversy*, Orient Longman, Bombay, 1987.
- JAIN, M.P., *Indian Constitutional Law*, 8^e éd., LexisNexis, Nagpur, 2018, pp. 1660-1710.
- PARASHAR, Archana, *Women and Family Law Reform in India: Uniform Civil Code and Gender Equality*, Sage Publications, New Delhi, 1992.
- SARKAR, Tanika & BUTALIA, Urvashi (dir.), *Women and the Hindu Right*, Kali for Women, New Delhi, 1995, pp. 42-75.